

Analyse de la REDD+

Les enjeux et les choix

Éditeur

Arild Angelsen

Coéditeurs

Maria Brockhaus
William D. Sunderlin
Louis V. Verchot

Assistante éditoriale
Traduction

Therese Dokken
Green Ink Ltd

© 2013 Center for International Forestry Research
Tous droits réservés

Imprimé en Indonésie
ISBN : 978-602-1504-00-0

Angelsen, A., Brockhaus, M., Sunderlin, W.D. et Verchot, L.V. (éd.). 2013. Analyse de la REDD + : Les enjeux et les choix. CIFOR, Bogor, Indonésie.

Traduction de : Angelsen, A., Brockhaus, M., Sunderlin, W.D. and Verchot, L.V. (eds) 2012 Analysing REDD+: Challenges and choices. CIFOR, Bogor, Indonesia.

Crédits photo :

Couverture © Cyril Ruoso/Minden Pictures

Parties : 1. Habtemariam Kassa, 2. Manuel Boissière, 3. Douglas Sheil

Chapitres : 1. et 10. Yayan Indriatmoko, 2. Neil Palmer/CIAT, 3. and 12. Yves Laumonier, 4. Brian Belcher, 5. Tony Cunningham, 6. and 16. Agung Prasetyo, 7. Michael Padmanaba, 8. Anne M. Larson, 9. Amy Duchelle, 11. Meyrisia Lidwina, 13. Jolien Schure, 14. César Sabogal, 15. Ryan Woo, 17. Edith Abilogo, 18. Ramadian Bachtiar

Conception : Équipe multimédia du CIFOR, Groupe des services d'information
Traduction : Green Ink Ltd (www.greenink.co.uk)

CIFOR
Jl. CIFOR, Situ Gede
Bogor Barat 16115
Indonésie

T +62 (251) 8622-622
F +62 (251) 8622-100
E cifor@cgiar.org

cifor.org
ForestsClimateChange.org

Tous les points de vue figurant dans cet ouvrage sont ceux des auteurs. Ils ne représentent pas forcément les points de vue du CIFOR, des responsables de la rédaction, des institutions respectives des auteurs, des soutiens financiers ou des relecteurs.

Center for International Forestry Research

CIFOR défend le bien-être humain, la conservation de l'environnement et l'équité en menant une recherche pour éclairer les politiques et les pratiques qui affectent les forêts dans les pays en développement. CIFOR est un centre de recherche du Consortium du CGIAR. Le siège du CIFOR est situé à Bogor, en Indonésie. CIFOR a également des bureaux en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud.



Espoirs et inquiétudes parmi les populations locales concernant les projets REDD+

Ida Aju Pradnja Resosudarmo, Amy E. Duchelle, Andini D. Ekaputri et William D. Sunderlin

- Les utilisateurs locaux des forêts dans les zones de projets de REDD+ faisant partie de l'échantillon étudié interprètent la REDD+ comme une approche qui porte essentiellement sur la protection des forêts ; en même temps, ils espèrent que les projets locaux de REDD+ amélioreront leurs revenus et craignent qu'ils n'aient des effets négatifs sur leurs moyens de subsistance.
- Les villageois dépendent beaucoup des porteurs de projet pour obtenir des informations sur la REDD+ et le projet de REDD+ local, et le besoin de courtiers de connaissances ou de conseillers juridiques indépendants pourrait se faire sentir.
- Les principaux défis que doivent relever les projets de REDD+ sont : i) communiquer aux villageois la manière dont les projets REDD+ fonctionnent, les opportunités et les risques, ainsi que les droits et les responsabilités ; ii) faire participer sérieusement les villageois à la conception et à la mise en œuvre du projet ; et iii) assurer l'équilibre entre la protection des forêts et les préoccupations des villageois concernant leur qualité de vie.

11.1 Introduction

Pour mettre fin à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, des compromis entre la conservation et le développement des moyens de subsistance peuvent se révéler nécessaires. Comme ils sont souvent fortement tributaires des ressources foncières et forestières, les utilisateurs locaux des forêts peuvent souffrir des interventions visant à protéger les forêts, à moins qu'ils ne soient correctement indemnisés pour la modification de leurs stratégies de subsistance. L'une des raisons pour lesquelles la REDD+ est si rapidement devenue une idée très populaire est son potentiel d'engendrer un flux de financement suffisamment important pour compenser pleinement les coûts d'opportunité assumés par les utilisateurs locaux des forêts à long terme. La REDD+ peut donc être considérée comme une solution gagnant-gagnant potentielle pour maintenir les forêts sur pied et soutenir les moyens de subsistance des populations locales (Brown *et al.* 2008 ; Phelps *et al.* Sous presse ; voir aussi le chapitre 3).

En tant qu'initiative d'atténuation du changement climatique, la REDD+ peut être mise en œuvre de différentes manières, y compris au moyen d'une approche infranationale basée sur les projets. Des projets infranationaux de REDD+, de diverses formes et à différents niveaux de mise en œuvre, ont maintenant démarré dans de nombreux pays (Kshatriya *et al.* 2011 ; voir aussi le chapitre 10). Ces projets font intervenir des parties prenantes qui vont des communautés locales à de grandes entités privées ou étatiques. Les utilisateurs locaux des forêts qui participent actuellement ou pourraient participer à des activités qui contribuent aux émissions de gaz à effet de serre sont les principales cibles des projets de REDD+, puisqu'ils contribueront à déterminer la manière dont les projets sont mis en œuvre tout en étant directement touchés par eux.

Les décideurs et les chercheurs ont tous souligné l'importance des efforts en vue de faire vraiment participer les populations locales à la prise de décisions et de soutenir les moyens de subsistance de manière à favoriser des résultats positifs de la gestion forestière (p. ex. Ostrom et Nagendra 2006). Les efforts de conservation forestière auraient de meilleures chances de réussir lorsque les préoccupations économiques locales sont prises en compte (Ferraro et Hanauer 2011). Cependant, dans la pratique, l'alignement des objectifs de conservation sur l'amélioration des moyens de subsistance locaux s'est souvent heurté à des difficultés de taille (Sunderland *et al.* 2007 ; McShane *et al.* 2011).

La véritable participation des villageois aux projets de REDD+ et le soutien qu'ils leur apportent peuvent contribuer à garantir que les projets atteignent leur objectif de réduction des émissions à long terme (Harvey *et al.* 2010b ; Helvetas Swiss Intercooperation *et al.* 2011). Cette participation suppose que les porteurs de projet (c.-à-d. les organisations qui coordonnent les projets de REDD+) mobilisent les parties prenantes locales à tous les stades du projet, de la garantie du droit fondamental au consentement libre, préalable et en

connaissance de cause (CLPCC) au début du projet jusqu'à l'établissement de mécanismes pour assurer la transparence et l'équité pendant toute sa durée (May *et al.* 2004). À travers le processus de CPLCC, les porteurs de projet s'engagent dans des activités de proximité dans les communautés des zones de projet, durant lesquelles ils peuvent expliquer le concept fondamental de la REDD+, ainsi que les stratégies précises du projet. Les projets de REDD+ doivent être conçus et mis en œuvre de manière à ce que les préoccupations locales relatives aux moyens de subsistance soient traitées afin d'évoluer vers un résultat gagnant-gagnant.

Une importante condition préalable pour assurer une véritable participation communautaire à la REDD+ concerne les connaissances locales sur le changement climatique et sur le projet de REDD+ (Sunderlin *et al.* 2011). Pour obtenir le consentement en connaissance de cause, il est tout particulièrement important que les populations locales comprennent pourquoi les forêts sont si importantes dans le contexte du changement climatique, comment les projets de REDD+ seront organisés et administrés afin d'obtenir l'atténuation du changement climatique et quelle sera l'incidence des interventions sur leur vie. Parmi ces informations figurent la distribution des bénéfices, les droits et les responsabilités, ainsi que les risques et les coûts associés à la participation des populations locales au projet de REDD+. Sans activités de proximité de ce type, la REDD+ risque de reproduire les erreurs passées des initiatives de conservation qui ont souvent contourné et marginalisé les populations locales et qui ont fini par perdre leur soutien. Par ailleurs, pour des raisons morales, les populations locales devraient avoir voix au chapitre – et cette voix devrait être entendue – lors de la conception et de la mise en œuvre des projets (Newell et Wheeler 2006). Il est donc d'une importance cruciale de comprendre les connaissances, les attentes et les craintes des populations locales concernant les projets de REDD+, ainsi que leurs recommandations sur les manières de les améliorer.

Étant donné le caractère gagnant-gagnant *potentiel* de la REDD+, dans ce chapitre nous posons la question suivante : la compréhension et les attentes des populations locales concernant les projets REDD+ traduisent-elles les objectifs gagnant-gagnant plus généraux de la REDD+, à savoir promouvoir la conservation tout en améliorant les moyens de subsistance au niveau local ? Pour répondre à cette question, nous nous basons sur des recherches menées parmi des communautés situées sur neuf sites de projets REDD+, répartis sur quatre pays : le Brésil, le Cameroun, l'Indonésie et la Tanzanie.¹ Pour cette étude, nous nous concentrons sur les communautés ou groupes de petits

1 Ces neuf projets ont été sélectionnés sur les 22 sites (intensifs et extensifs) répartis dans six pays (voir l'Annexe). L'analyse repose considérablement sur des données relatives aux ménages et se concentre donc sur les seuls sites intensifs. Par ailleurs, des données en provenance des autres sites n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction du présent document parce que le travail de terrain n'avait pas encore été effectué ou parce que nous n'avons pas pu poser les questions pertinentes sur ces sites.

propriétaires locaux, et non sur d'autres parties prenantes potentiellement importantes dans les projets locaux de REDD+.

Le chapitre comprend trois parties : dans la section 11.2 nous expliquons les méthodes et les données de terrain de l'étude ; dans la section 11.3 nous présentons les observations et discutons de leur pertinence ; et dans la section 11.4 nous proposons des conclusions et des manières d'aller de l'avant.

11.2 Données de terrain

Les neuf projets REDD+ analysés se situent au Brésil (2), au Cameroun (2), en Indonésie (3) et en Tanzanie (2). Ils varient en termes de moteurs de la déforestation et de la dégradation, des objectifs de projet, des mécanismes d'intervention et du stade de développement du projet (tableau 11.1). Bien que tous les projets (par définition) cherchent à éviter la déforestation et la dégradation des forêts, la plupart d'entre eux ont des objectifs précis supplémentaires relatifs à la conservation, à l'utilisation durable des ressources, à l'amélioration des moyens de subsistance locaux ou à l'atténuation de la pauvreté. Parmi les porteurs des projets menés sur ces sites figurent des organismes gouvernementaux, des entités privées et/ou des ONG. Parmi les mécanismes d'intervention on peut citer des combinaisons d'application renforcée de la loi, de soutien aux moyens de subsistance alternatifs et de paiements pour services environnementaux (PSE).

L'analyse se base principalement sur les données émanant d'enquêtes quantitatives menées auprès de 1 243 ménages dans les neuf zones de projet. Nous avons effectué une collecte de données sur le terrain de mi-juin à octobre 2010, alors que la plupart des projets commençaient juste à être mis en place. Les enquêtes auprès des ménages ont été complétées par des entretiens avec des porteurs de projets de REDD+ sur des mécanismes d'intervention précis. Un aspect important est que nous reconnaissons que neuf sites de projets constituent un échantillon bien trop réduit pour représenter les nombreux sites de projets REDD+ émergents dans l'ensemble des tropiques, et que cet échantillon n'est pas forcément représentatif des pays dans lesquels se situent les projets.

Lors de la mise en œuvre de l'enquête, nous avons d'abord cherché à déterminer les *connaissances* des villageois sur la REDD+ en général, et sur le projet REDD+ local en particulier, en posant les questions suivantes : i) « Avez-vous entendu parler de la REDD+ avant cet entretien ? » et ii) « Avez-vous entendu parler (*du projet REDD+ local*) avant cet entretien ? ». Pour ceux qui ont répondu par l'affirmative à au moins une des questions ci-dessus, nous avons demandé une brève explication de la REDD+ et/ou du projet REDD+ afin de nous faire une idée de leur *interprétation* de ces concepts. Il s'agissait de questions ouvertes, et

Tableau 11.1 Analyse de projets de REDD+

Projets de REDD+	Principaux moteurs de la déforestation ou de la dégradation dans la zone du projet	Objectifs précis du projet (en plus de la REDD+)	Principal/aux porteur/s de projet
Brésil – Acre	Agriculture sur brûlis Collecte de bois d'œuvre Élevage en ranch Construction de routes	Mise en œuvre du Plan de l'État pour le contrôle et la prévention de la déforestation	Gouvernement de l'État
Brésil – Transamazonie	Agriculture sur brûlis Collecte de bois d'œuvre Élevage en ranch	Conciliation de la production par de petits exploitants et de la conservation des ressources naturelles	ONG de recherche
Cameroun – CED	Agriculture sur brûlis Collecte de bois d'œuvre	Protection de l'environnement et amélioration des moyens de subsistance	ONG de développement et de protection de l'environnement
Cameroun – Mont Cameroun	Agriculture sur brûlis Agriculture permanente (cacao et huile de palme)	Utilisation responsable des ressources forestières	Gouvernement provincial
Indonésie – Ulu Masen	Collecte de bois d'œuvre Agriculture sur brûlis Agriculture permanente (cacao)	Conservation de l'eau	Gouvernement provincial
Indonésie – KCCP	Agriculture permanente (nouvelle plantation de palmiers à huile) Concession forestière Exploitation minière illégale	Sécuriser les droits villageois de gestion forestière	ONG de conservation Communautés villageoises

Voir page suivante

Tableau 11.1 suite

Projets de REDD+	Principaux moteurs de la déforestation ou de la dégradation dans la zone du projet	Objectifs précis du projet (en plus de la REDD+)	Principal/aux porteur/s de projet
Indonésie – KFCP	Drainage des tourbières et feux de tourbières*	Réhabilitation et revégétalisation des tourbières	Pays donateur – gouvernement national
Tanzanie – TaTEDO	Défrichage de terres à des fins de colonisation Bois de feu de subsistance ; charbon de bois commercial	Accès aux technologies modernes durables de production d'énergie dans les communautés marginalisées ; réduction de la pauvreté ; conservation ; autosuffisance	ONG travaillant sur les questions d'énergie
Tanzanie – TFCG Kilosa	Sécheresses et feux de forêts Agriculture sur brûlis Collecte de bois d'œuvre Bois de feu de subsistance ; charbon de bois commercial Élevage en ranch	Conservation des forêts riches en biodiversité	ONG de conservation

NB: *La plupart des émissions de KFCP ne sont pas liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, car les terres qui émettent le plus de GES sont les tourbières déjà déforestées/dégradées

des réponses multiples étaient permises. Si l'interlocuteur indiquait au moins une caractéristique correcte de la REDD+ ou du projet local de REDD+, cette personne était considérée comme étant dotée d'une compréhension de base de la REDD+ ou du projet local de REDD+. Ces questions étaient simplement utilisées comme mécanisme de tri afin d'évaluer s'il était approprié de poser des questions supplémentaires concernant les espoirs et craintes locales relatives à la REDD+ et elles n'étaient pas conçues pour obtenir une idée complète de la manière dont les interlocuteurs comprenaient la REDD+.

À ceux qui avaient entendu parler du projet REDD+ local et qui affichaient une compréhension de base de la REDD+ ou du projet local de REDD+, nous avons posé les questions suivantes : i) « Quels sont vos espoirs concernant la manière dont (*le projet REDD+ local*) profitera à votre ménage ? », ii) « Quelles sont vos craintes concernant l'incidence qu'aura (*le projet REDD+ local*) sur votre ménage ? » et iii) « Quelles sont vos recommandations sur la manière dont la mise en œuvre du (*projet REDD+ local*) dans votre village devrait être améliorée ? Ces questions n'ont pas été posées aux interlocuteurs qui n'avaient pas été en mesure de montrer qu'ils comprenaient les bases de la REDD+ ou du projet REDD+ local.

11.3 Conclusions des recherches et discussion

11.3.1 Connaissances sur la REDD+ parmi les populations locales

Les connaissances des villageois sur la REDD+ et/ou sur le projet REDD+ local, ou leur familiarité avec eux, étaient globalement faibles. Sur le total de 1 243 ménages ayant pris part à ces entretiens, seulement 327 (soit 26 pour cent) avaient entendu parler du concept de la REDD+ et 502 (41 pour cent) avaient entendu parler du projet REDD+ local (tableau 11.2). Ce n'est que sur deux sites que plus de la moitié de tous les interlocuteurs étaient au fait de la REDD+, et sur seulement trois sites que plus de la moitié étaient au fait du projet REDD+ de leur zone. Ces chiffres bas traduisent en partie le moment auquel nous avons posé les questions ; certains porteurs de projet n'avaient pas encore commencé ou mené à bien leurs activités de proximité pour expliquer le projet REDD+. Dans d'autres cas, le travail de proximité avait peut-être eu lieu, mais les interlocuteurs (pour une raison quelconque) n'avaient pas été touchés ou n'avaient pas assimilé les connaissances transmises.

Comme nous nous y attendions, nous avons constaté que le porteur du projet était la source la plus importante grâce à laquelle les villageois avaient entendu parler de la REDD+ ou du projet local de REDD+. Sur sept des neuf sites, plus de villageois avaient entendu parler de la REDD+ par l'intermédiaire du porteur de projet que par n'importe quelle autre source. De même, sur six des neuf sites, les villageois avaient entendu parler du projet REDD+

Tableau 11.2 Stade de développement du projet et connaissances sur la REDD+ et le projet local de REDD+ (2010)

Projet	État de développement du projet au moment des activités entreprises sur le terrain (2010)	Connaissances sur la REDD+ en général (pourcentage des personnes interrogées)	Connaissances sur le projet local de REDD+ (pourcentage des personnes interrogées)
Brésil – Acre	Mise en œuvre d'incitations monétaires pour l'agriculture durable	15	92*
Brésil – Transamazonie	Assemblées villageoises pour présenter le projet REDD+ proposé	30	39
Cameroun – CED	Analyse participative des moyens de subsistance dans deux villages; formation organisationnelle dans un village; cartographie participative et établissement de la base de référence du carbone dans un village	74	72
Cameroun – Mont Cameroun	Amélioration des techniques agricoles; renforcement des capacités pour les comités villageois de gestion forestière ; application des lois	25	63
Indonésie – Ulu Masen	Consultation au niveau des groupes de villages	2	6
Indonésie – KCCP	Activités préparatoires pour la mise en valeur des forêts villageoises, y compris consultations avec les parties prenantes clés, renforcement des capacités villageoises, cartographie par les villages des forêts à haute valeur de conservation	5	23

Projet	État de développement du projet au moment des activités entreprises sur le terrain (2010)	Connaissances sur la REDD+ en général (pourcentage des personnes interrogées)	Connaissances sur le projet local de REDD+ (pourcentage des personnes interrogées)
Indonésie – KFCP	Assemblées villageoises pour présenter le projet REDD+ proposé; installation de facilitateurs dans les villages; conception détaillée des barrages pour des canaux dans les tourbières, suivi hydrologique	13	27
Tanzanie – TaTEDO	Collecte d'informations socio-économiques de base; régularisation du régime foncier	52	28
Tanzanie – TFCG Kilosa	Assemblées villageoises pour présenter le projet REDD+ proposé	18	11
Moyenne		26	41

Note : * Les villageois de ce site n'ont pas eu à répondre à des questions sur le programme REDD+ couvrant l'ensemble de l'État, mais plutôt à des questions concernant un projet précis faisant partie du programme d'ensemble, qui se concentrait sur les incitations pour une agriculture durable et qui étaient la première action mise en œuvre dans la zone du projet.

local par l'intermédiaire des porteurs de projet. Sur les trois sites restants, les informations sur le projet REDD+ avaient principalement été obtenues grâce : à une ONG qui, à ce moment-là, apportait un soutien au porteur de projet (Ulu Masen, Indonésie) ; au chef du village (TFCG Kilosa, Tanzanie) ; ou à plusieurs autres sources (KCCP, Indonésie). Les pouvoirs publics ou les agents de vulgarisation (lorsqu'ils n'étaient pas des porteurs de projet) constituaient une source mineure d'informations sur la REDD+ ainsi que sur le projet REDD+ local. Il est frappant de constater que, dans un des deux cas où les porteurs de projet étaient eux-mêmes des autorités gouvernementales (Indonesie Ulu Masen), les villageois avaient entendu parler de la REDD+ et du projet de REDD+ par l'intermédiaire d'une ONG active dans la zone et non par des fonctionnaires.

Il est facile de comprendre pourquoi les porteurs de projet sont la principale source d'informations sur les projets de REDD+, parce qu'ils peuvent s'exprimer avec la plus grande assurance possible sur leurs projets respectifs. Le manque global de connaissances des populations locales à propos de la REDD+ et des projets locaux de REDD+ dans cette étude suggère que les informations communiquées aux villageois se sont peut-être concentrées sur des activités de projet particulières et n'étaient pas forcément liées à l'ensemble du projet de REDD+ ni au concept de la REDD+ en général. Un aspect intéressant observé sur les sites tanzaniens est que les interlocuteurs comprenaient mieux le concept de la REDD+ que le projet lui-même.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent ce qui semble être une communication inadéquate de la REDD+ en général et des projets locaux de REDD+ sur les sites. Un aspect important est que le rythme des négociations internationales a ralenti l'établissement de politiques et institutions nationales liées à la REDD+, ce qui a eu une incidence sur les progrès des projets infranationaux de REDD+ (voir le chapitre 10). Dans ce climat d'incertitude, certains porteurs de projet craignent de susciter de vaines attentes chez les parties prenantes locales et ont donc décidé de remettre à plus tard les actions de communication sur le concept de REDD+ et de retarder la diffusion d'informations sur le projet local de REDD+ aux villageois de la zone du projet (Sunderlin *et al.* 2011). Il est important de noter que, depuis que nous avons mené nos recherches de terrain, plusieurs porteurs de projet ont mené des activités de proximité de base concernant la REDD+ sur leurs sites, ce qui a probablement accru les connaissances parmi les populations locales de ces endroits. Par exemple, sur les sites des projets indonésiens KCCP et KFCP, à mesure que les activités progressent et que le projet suscite plus d'attention, les villageois au fait de la REDD+ semblent plus nombreux.

11.3.2 Compréhension des projets de REDD+ par les populations locales

Les manières dont les ménages comprennent les objectifs des projets de REDD+ sur les sites du Brésil, du Cameroun et de l'Indonésie sont résumées

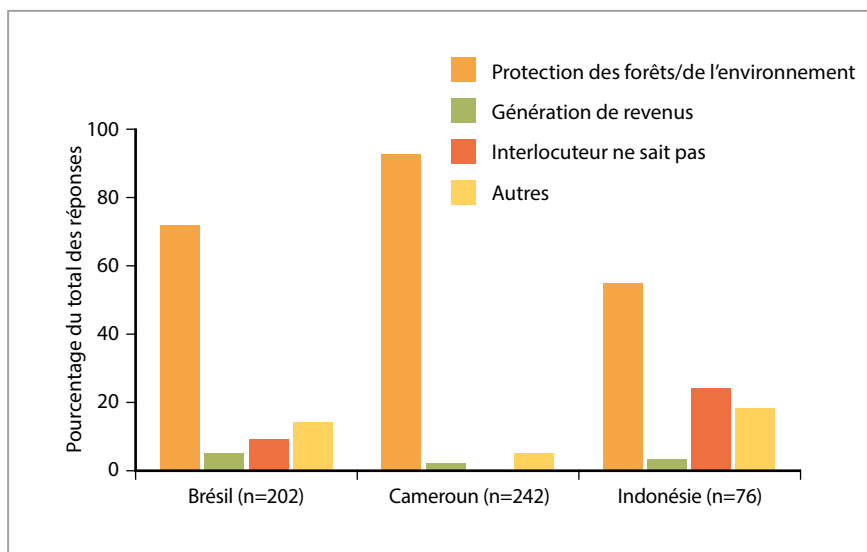


Figure 11.1 Compréhension des objectifs du projet de REDD+ par les populations locales concernées

dans la figure 11.1. Les résultats des deux sites de projet en Tanzanie ont été abandonnés à cause du faible nombre de réponses.

Dans les trois pays, la très grande majorité des ménages percevaient la REDD+ et/ou le projet local de REDD+ comme étant axés sur la protection des forêts/ de l'environnement. On peut expliquer l'accent mis sur la protection des forêts en observant la source d'information des villageois sur la REDD+/ le projet local de REDD+. Comme on l'a décrit ci-dessus, la source la plus fréquente d'information pour les populations sur la REDD+/le projet local de REDD+ était les porteurs de projet ou leurs partenaires, et plusieurs des organisations porteuses se concentrent sur la conservation. De plus, les porteurs de projet ont peut-être rechigné à parler des flux potentiels de revenus ou des questions relatives aux moyens de subsistance, ou à les mettre en relief, par peur d'engendrer des espoirs et des attentes vains avant que la planification des projets n'ait progressé davantage. Les réponses classées dans la catégorie « autres » englobaient les impressions selon lesquelles la REDD+ avait pour objectif de modifier les pratiques agricoles ou d'autonomiser les communautés.

Les ménages ont exprimé une variété d'espoirs et d'inquiétudes concernant le projet local de REDD+ (figure 11.2). La plupart des réponses peuvent être regroupées en cinq thèmes : amélioration des revenus, protection des forêts, réduction des menaces liées au changement climatique, sécurité du régime foncier et réalisation des projets. Les espoirs locaux traduisent la réalisation de ces thèmes (c.-à-d. amélioration des revenus, protection des forêts, etc.), tandis que les inquiétudes traduisent la crainte que le projet n'atteigne pas ces

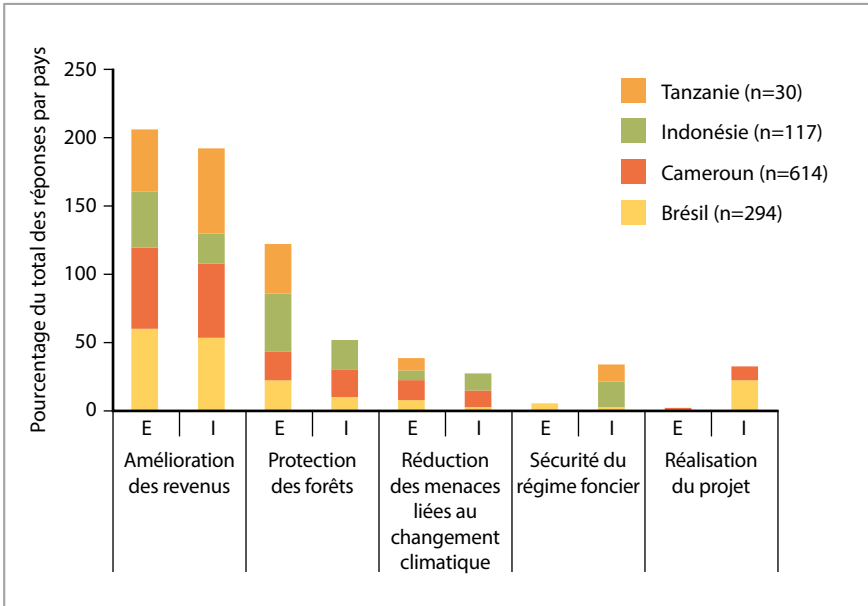


Figure 11.2 Espoirs (E) et inquiétudes (I) des populations locales concernant le projet REDD+

objectifs (c.-à-d. incapacité à améliorer les revenus, incapacité à protéger les forêts, etc.).

Amélioration des revenus : En général, les résultats liés aux revenus étaient les espoirs et les inquiétudes les plus fréquemment exprimés en ce qui concerne les projets locaux de REDD+. Le type d'améliorations des revenus variait d'un site à l'autre. Au Brésil et en Indonésie, le fait de fournir des revenus alternatifs ou supplémentaires était considéré comme un espoir plus important que l'indemnisation pour perte de revenus forestiers, ce qui souligne que les villageois voulaient de nouvelles opportunités d'utilisation des terres, au lieu de se voir tout simplement empêchés d'utiliser les forêts. En revanche, l'indemnisation pour perte de revenus forestiers était l'espoir pour un important pourcentage des interlocuteurs sur les deux sites du Cameroun, ce qui suggère que les interlocuteurs imaginaient d'ores et déjà que leur utilisation des forêts serait limitée. Dans le projet camerounais mené par le CED, il est possible que l'évolution du projet vers l'établissement de la foresterie communautaire soit perçue comme pouvant limiter l'exploitation actuelle du bois et le défrichage des terres pour l'agriculture. Dans le projet camerounais du Mont Cameroun, les villageois défrichent des forêts dans un parc national à des fins agricoles, ce qui serait probablement limité par le projet REDD+. En général, par rapport aux trois autres pays, les villageois du Cameroun semblaient globalement se méfier davantage de leurs projets locaux.

Protection des forêts : Si la plupart des villageois comprenaient l'accent des projets de REDD+ mis sur la protection des forêts, cet aspect était néanmoins secondaire par rapport aux améliorations des revenus comme résultat espéré. Ce constat signifie que les villageois faisaient la différence entre les objectifs du projet et les bénéfices personnels potentiels qu'ils pourraient en tirer. Il suggère aussi que l'idée de revenus améliorés en échange de la protection des forêts (autrement dit le concept de la REDD+ de rémunération pour émissions réduites) pourrait avoir été comprise par certaines personnes au niveau local. Notre observation suggère que sur les 295 interlocuteurs qui ont dit que le projet REDD+ portait sur la protection des forêts, 197 avaient comme espoir – entre autres – l'amélioration des revenus.

Dans un projet en Indonésie (KCCP), l'espoir de l'augmentation de la protection des forêts était probablement lié aux souhaits exprimés que le projet empêche les grandes entreprises de déboiser les terres communautaires et permette aux populations locales de continuer à accéder aux produits et aux services forestiers. Conformément aux espoirs exprimés par les villageois du projet de l'Acre, au Brésil, des projets du CED et Mont Cameroun au Cameroun et des projets Ulu Masen and KCCP en Indonésie, l'incapacité à empêcher les grandes entreprises de convertir les forêts locales était une importante source d'inquiétude à ces endroits. En Indonésie, les villageois parlent principalement des activités agricoles à grande échelle comme étant responsables de la conversion des forêts voisines, parallèlement aux activités d'exploitation du bois d'œuvre. Cette observation est conforme à la tendance des pressions en faveur du développement du palmier à huile et de la conversion des forêts dans les villages proches de la zone. De même, certains villageois des sites brésiliens et camerounais expriment leur souhait de protéger les forêts de la présence des grandes entreprises qui dégradent les forêts communautaires, comme les sociétés d'exploitation du bois, qui sont considérées comme un moteur principal de la dégradation dans ces zones de projet (tableau 11.1).

Réduction des menaces liées au changement climatique : Ce thème a été mentionné comme un espoir dans tous les sites de projet sauf deux, mais il était considéré moins important que l'amélioration des revenus et la protection des forêts. Cette observation est probablement due au manque de lien perçu au niveau local entre les actions de projet de REDD+ et le concept de la REDD+ comme outil d'atténuation du changement climatique.

Sécurité du régime foncier : L'idée selon laquelle le projet de REDD+ pourrait limiter les droits sur les terres ou les forêts constituait une inquiétude importante en Indonésie, tout comme l'idée selon laquelle il pourrait engendrer l'incertitude sur le régime foncier en Tanzanie. En Indonésie, les interlocuteurs ont peut-être relié à tort le projet REDD+ à des échecs passés dans le cadre d'un grand projet agricole gouvernemental, qui a mené

à la conversion des forêts, ou à un projet de conservation plus récent qui a empêché les villageois de continuer à accéder à leurs forêts. Sur la plupart des sites, les espoirs concernant des résultats liés aux droits, c.-à-d. amélioration du régime foncier, respect des droits locaux et accès aux biens et services forestiers, ne se sont pas clairement dégagés. Cette observation peut être interprétée de manières différentes, notamment par le fait que les populations locales n'étaient pas sûres de l'aptitude de la REDD+ à résoudre ces questions, ou que les inquiétudes plus immédiates concernant les revenus dominaient. Une exception à cette observation générale était celle du projet de l'Acre au Brésil, où les efforts de régularisation des terres, dans le cadre des activités de préparation de la REDD+, avaient donné espoir quant à l'acquisition de titres fonciers.

Réalisation des projets : La crainte que le projet ne démarre pas a été exprimée sur deux sites, au Brésil et au Cameroun. Il s'agissait d'une préoccupation majeure dans le projet Transamazonie au Brésil, où un projet antérieur analogue aux PSE s'était terminé avant la date prévue. De même, dans le projet camerounais du CED, les villageois craignaient que les promesses du projet ne soient pas tenues ou que les porteurs de projet les trahissent. À la différence des villageois qui possèdent des terres en dehors de la forêt communautaire que le projet cherche à établir, les villageois dotés de terres à l'intérieur de la forêt ne peuvent plus les exploiter librement. En conséquence, ce dernier groupe se sentait pénalisé et frustré, puisque son accès avait été limité sans qu'il n'ait vu de résultats concrets du projet de REDD+. Bien que le porteur de projet ait commencé à effectuer quelques activités, les villageois avaient hâte de voir des investissements de REDD+ qui distinguaient celle-ci des autres activités de conservation conventionnelles.

11.3.3 Autres interventions

En plus des cinq principales catégories d'intervention discutées plus haut, il y avait aussi un certain nombre d'interventions diverses et propres à chaque site. Par exemple, dans les deux sites brésiliens, la prestation d'une assistance et d'une formation techniques étaient importantes pour la promotion de pratiques agricoles durables (voir l'encadré 11.1). Parmi les autres espoirs exprimés figuraient la prestation de services par les pouvoirs publics et l'amélioration de la qualité de vie en général. En Indonésie, le soutien à l'éducation des enfants (KCCP) et le respect des droits des populations locales (KCCP et KFCP) ont été signalés comme des espoirs, tandis que dans le projet camerounais du CED, c'est l'appui à de meilleurs logements qui a été exprimé.

Au Brésil, une préoccupation particulière a été exprimée en ce qui concerne l'obligation d'abandonner l'agriculture sur brûlis. Cette crainte était directement liée aux interventions des porteurs de projet dans l'Acre, au Brésil, où les agriculteurs ont été priés de cesser d'utiliser le feu et d'adopter des pratiques

Encadré 11.1 Les incitations de la REDD sont-elles conformes aux perceptions des populations locales? Enseignements de la région Transamazonie du Brésil

Marina Cromberg

Au cours des dix dernières années, le concept de paiements pour services environnementaux (PSE), qui est perçu comme un complément aux approches de projets intégrés de conservation et développement (PICD) et aux mesures prescriptives, a suscité un grand enthousiasme. Dans le contexte de la REDD+, les programmes de PSE ont été adoptés par des porteurs de multiples projets pilotes infranationaux de REDD+ dans toute la zone des tropiques. Dans de nombreux cas, toutefois, le choix de ce type d'incitation correspond peut-être mieux aux objectifs techniques qu'aux besoins des participants locaux.

Le projet pilote de REDD+ « Établissements durables en Amazonie : le défi de la transition de la production familiale sur la frontière vers une économie sobre en carbone », proposé par l'Institut de recherche environnementale de l'Amazonie (IPAM) a trois niveaux d'action, dont un qui cible 350 familles de la région brésilienne Transamazonie qui ont pris part à *Proambiente* (un programme gouvernemental qui cherchait à concilier production par de petits exploitants et conservation des ressources naturelles). Pour ces familles, l'IPMA cherche à fournir un ensemble d'incitations afin d'assurer la conservation des forêts et d'accroître la production agricole dans les zones déboisées, y compris des paiements directs en espèces et des investissements dans des techniques de production durable.

Pour comprendre si les incitations du projet de REDD+ correspondaient aux intérêts et aux besoins des populations, nous nous sommes entretenus avec 137 familles sur le site du projet en juillet et en août 2010. Nous leur avons d'abord demandé si elles avaient entendu parler du projet de REDD+ et, dans l'affirmative, si elles pouvaient le décrire. Aux familles capables de décrire le projet correctement (43 familles, soit 31 pour cent), nous avons demandé quels étaient leurs espoirs et leurs recommandations à son sujet.

Les résultats indiquent que la majorité des familles (26) espéraient que le projet améliorerait leurs revenus. Le deuxième espoir le plus fréquemment cité était que le projet contribue à la production durable (14) et le troisième était qu'il aide à protéger les forêts (10). La principale recommandation faite par les agriculteurs locaux était que le projet devrait contribuer à améliorer la durabilité des systèmes de production, à travers l'accès à l'assistance technique, aux machines et à la formation (17). Parmi les autres recommandations figuraient : engendrer des bénéfices répondant aux besoins des agriculteurs (8), recevoir des paiements adéquats/plus élevés (6), éviter les fausses promesses (4) et investir dans les infrastructures (3).

Voir page suivante

Encadré 11.1 suite

Bien que presque tous les interlocuteurs aient dit espérer que le projet de REDD+ fasse augmenter leurs revenus, leurs recommandations ont révélé que les formes non monétaires de rémunération, utilisées pour améliorer les systèmes de production, pourraient être plus importantes que les paiements en espèces directs. De fait, les agriculteurs ont déclaré que les pratiques actuelles de culture sur brûlis donnent de faibles rendements et ont des impacts environnementaux négatifs, mais qu'il leur manquait les ressources et les compétences pour modifier ces pratiques. Par conséquent, l'augmentation indirecte des revenus des ménages par le biais de l'amélioration des techniques de production, comme l'IPAM l'a envisagé dans son projet de REDD+, pourrait se révéler plus efficace que les seuls PSE en termes de réduction des émissions liées à la déforestation. Ceci dit, ces nouvelles pratiques et techniques de production agricole doivent être introduites conformément aux réalités et aux connaissances locales pour éviter des interventions trop difficiles à mettre en œuvre pour les producteurs locaux. Les projets de REDD+ dotés de structures d'incitations qui sont étroitement alignées sur les besoins locaux pourraient être plus efficaces, efficaces et équitables.

agricoles plus durables à travers l'utilisation de légumineuses fixatrices d'azote afin d'avoir droit à un paiement direct en espèces.

Ni espoir ni inquiétude exprimés : Un pourcentage considérable d'interlocuteurs qui comprenaient les bases du projet de REDD+ n'avaient ni espoir ni inquiétude à exprimer. Il y a au moins deux explications plausibles pour cette observation. En premier lieu, notre critère pour mesurer la compréhension de la REDD+ ou du projet local de REDD+ parmi les populations avait été fixé à un niveau minimum, parce que nous voulions saisir le plus grand nombre de points de vue possible, y compris ceux de personnes dotées d'une compréhension très rudimentaire. Ainsi, notre ensemble d'interlocuteurs englobait probablement des villageois qui ne comprenaient pas grand-chose à la REDD+ ou au projet et qui, par conséquent, n'avaient pas encore un point de vue critique sur les bénéfices ou risques potentiels de la REDD+ pour leurs intérêts.

Deuxièmement, nous avons posé la question au tout début du développement du projet REDD+, bien avant que la plupart des interventions de projet n'aient été introduites et peut-être même discutées, pour des raisons évoquées plus haut. Sur les sites de projet, où il n'y avait guère d'informations ou d'actions liées au projet, on comprend qu'il y ait eu peu d'espairs et d'inquiétudes exprimés par les populations locales.

11.3.4 Recommandations locales pour les projets de REDD+

Les recommandations des villageois dans les neuf sites de projet englobent une ample gamme de questions et peuvent être regroupés en six grandes catégories (tableau 11.3).

Les recommandations locales concernant l'amélioration des projets variaient mais, en général, les thèmes correspondaient aux espoirs et aux inquiétudes des populations. Ici encore, l'amélioration et/ou le maintien des revenus se sont dégagés comme la réponse la plus fréquente sur la majorité des sites, englobant des revenus accrus, de meilleurs moyens de subsistance pour obtenir des revenus et l'amélioration de la qualité de vie. Ceci dit, il y avait une variété d'opinions sur la *manière* d'améliorer les revenus. Certains interlocuteurs privilégiaient des paiements directs en espèces, d'autres la rémunération en nature, et d'autres encore préféraient un soutien indirect comme l'assistance technique pour améliorer les systèmes de production agricole. La protection des forêts et le reboisement des terres dégradées figuraient parmi les recommandations et il était suggéré qu'ils étaient fortement liés à la fonction des forêts dans le maintien de la qualité de vie des populations.

D'autres questions importantes qui n'ont pas été soulevées parmi les espoirs et les inquiétudes ont été, en revanche, clairement exprimées dans les recommandations des villageois. Un aspect notable est que les villageois voulaient que les porteurs de projet améliorent leur manière de communiquer sur leurs projets et fassent preuve d'une plus grande transparence. Les populations souhaitaient aussi jouer un rôle véritable dans la mise en œuvre du projet. Il est important de noter que les recommandations des villageois traduisent clairement l'attente que les projets REDD+ respectent et fassent valoir les droits des communautés.

11.3.5 Compiler les observations

Les observations révèlent sans l'ombre d'un doute que, du point de vue des villageois, les résultats positifs liés aux revenus sont une priorité absolue. Le processus d'établissement et de mise en œuvre des projets de REDD+ revêt aussi une importance pour les villageois. Par exemple, les populations locales tiennent à être informées du projet et à y participer, et souhaitent aussi qu'il soit mis en œuvre en toute transparence. Cet aspect est lié à l'élément « informations » des 4I traité dans le chapitre 2. Le flux inadéquat d'informations sur la REDD+ et le projet de REDD+ – tout au moins au moment des recherches sur le terrain – s'est manifesté dans les connaissances et la compréhension limitées de la REDD+ par les villageois. Cela explique aussi le fait qu'il y ait un nombre assez élevé d'interlocuteurs sans espoir ni inquiétude à exprimer sur le projet local de REDD+. Bien que de nombreux

Tableau 11.3 Recommandations des populations locales pour les projets de REDD+

Recommandations des villageois	
Amélioration des revenus et du bien-être	<p>Améliorer, ou tout au moins ne pas limiter, les moyens d'existence</p> <p>Soutien aux systèmes de production locaux comme fourniture d'intrants agricoles, irrigation, amélioration des sols, réduction des frais de transport, prévention contre les ravageurs, efficacité améliorée de la production agricole sur les terres en jachère et expansion des terres agricoles pour accroître les revenus. Le projet ne devrait pas imposer trop de restrictions sur les utilisations des terres ou les moyens de subsistance locaux</p> <p>Accroître les revenus</p> <p>Concours des pouvoirs publics pour compléter les revenus ; paiements directs en espèces ; paiements réguliers et plus importants provenant du projet</p> <p>Améliorer les services et les infrastructures</p> <p>Soutien pour améliorer les services publics locaux (eau, électricité) et les infrastructures locales (routes, écoles, centres de santé, barrages)</p> <p>Proposer des incitations ou une indemnisation pour ne pas déboiser</p> <p>Offre de revenus diversifiés si les populations ne sont plus autorisées à couper les arbres ; indemnisation pour la protection des forêts</p>
Mobilisation de la communauté dans le processus et la mise en œuvre de la REDD+	<p>Mieux informer et mieux sensibiliser la communauté à propos du projet</p> <p>Meilleure présentation du projet par les porteurs de projet afin de sensibiliser la communauté ; clarification des objectifs du projet auprès de la population locale ; franchise et transparence sur le projet ; information sur l'évolution du projet ; renforcement des capacités</p> <p>Encourager la participation de la communauté</p> <p>Participation des populations locales au projet et à sa gestion ; promotion de la participation équitable ; consultation suffisante des villageois avant la prise de décisions ; inclusion des villageois dans la prise de décisions</p> <p>Encourager la collaboration communauté-gouvernement dans la gestion des forêts</p> <p>Renforcement de l'application et du respect des règles</p>

Recommandations des villageois	
Pratiques durables d'utilisation des terres et protection des forêts	<p>Renforcer l'agriculture durable</p> <p>Pratiques agricoles plus durables et plus propices à la conservation ; interdiction du brûlis</p> <p>Conservser ou maintenir les forêts existantes</p> <p>Entretien des réserves forestières pour les moyens de subsistance des populations ; protection des jardins d'hévéas contre les grandes sociétés agro-industrielles et les plantations de bois d'œuvre ; éducation à la conservation ; sanctions imposées à ceux qui défrichent trop de terres en leur demandant de replanter, de reboiser et de préserver les forêts</p>
Bénéfices obtenus au niveau local; distribution équitable et transparente des bénéfices	<p>L'argent doit parvenir à la communauté et accroître la valeur des paiements directs en espèces ; l'indemnisation devrait se faire en nature, et non en espèces ; les bénéfices pour les communautés doivent être continus/constants, en particulier lorsque les populations doivent cesser leurs activités ; les bénéfices devraient être distribués en conséquence parmi les villageois ; il devrait y avoir une gestion participative des fonds et il faudrait assurer la transparence</p>
Renforcement des droits des communautés	<p>Établissements de droits de gestion villageoise clairs ; efforts conjoints pour revendiquer les droits des communautés ; maintien des droits coutumiers des villageois ; titres fonciers ; établissement de périmètres villageois clairs ; promotion des droits fonciers dans l'intérêt de la communauté</p>
Réalisation des promesses du projet	<p>Réalisation de résultats concrets pour le projet ; efficacité accrue des projets afin qu'ils ne soient pas seulement expérimentaux, mais qu'ils fassent aussi autorité</p>

porteurs de projet prévoient d'effectuer des activités de proximité sur la REDD+ et de mener à bien le processus de CPLCC, les populations locales doivent être en mesure de donner leur consentement à un projet ou, au contraire, de le rejeter, sur la base d'informations suffisante et exactes.

On pourrait soutenir qu'il n'est pas nécessaire d'imposer aux villages des activités de proximité sur le concept large, complexe et plutôt abstrait de la REDD+, dans la mesure où cela n'aurait peut-être pas une incidence directe sur l'obtention de réductions des émissions et l'amélioration des moyens de subsistance des populations locales. Nous soutenons, toutefois, que les utilisateurs locaux des forêts devraient connaître le concept de base de la REDD+ afin de comprendre le fonctionnement des projets de REDD+, les opportunités et les risques, ainsi que les droits et responsabilités associés à leur participation, avant qu'ils ne puissent donner leur consentement pour accepter ou rejeter un projet de REDD+ dans le cadre du CPLCC. Néanmoins, il pourrait se révéler difficile de mettre en œuvre le CPLCC correctement, en particulier du fait qu'il a été suggéré que le CPLCC n'est pas un processus effectué une seule fois, mais qu'il devrait être cyclique, à mesure que le projet avance et évolue (chapitre 17), ce qui requiert de multiples moments d'échange des connaissances tout au long du projet.

Dans quelle mesure les interventions de projet peuvent-elles être en harmonie avec les désirs locaux ? Tous les projets analysés ont l'intention de proposer des moyens de subsistance alternatifs aux villageois, ce qui a le potentiel de répondre à quelques-unes des attentes et des préoccupations des communautés locales. Bien qu'il soit important de répondre aux préoccupations locales pour obtenir le soutien de ces parties prenantes, attendre d'un projet REDD+ qu'il satisfasse tous les désirs et besoins des populations dépasse probablement la capacité du projet et pourrait ne pas être réaliste, en particulier si l'on considère que l'objectif fondamental de la REDD+ est la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il y a aussi des risques et coûts importants associés à la mise en œuvre des projets de REDD+, qui doivent être internalisés par les porteurs de projet. Par ailleurs, l'architecture des projets de REDD+ est complexe, les dimensions technologiques sont très élaborées et le suivi suppose des efforts conscients. Par exemple, les bénéfices finaux qui peuvent être distribués aux populations locales dépendront des recettes du carbone que le projet parviendra à engendrer. L'obtention d'une participation pleine et équitable peut se révéler coûteuse pour le projet sur le plan du temps et des ressources. On peut se demander dans quelle mesure les projets resteront suffisamment attractifs aux yeux des communautés locales pour qu'elles choisissent la REDD+ plutôt que d'autres initiatives qui sont nuisibles aux forêts, mais plus prometteuses en termes de rémunération ou de moyens de subsistance. Le défi clé est de satisfaire les besoins et les désirs des utilisateurs locaux des forêts tout en respectant les contraintes et les limites du projet.

11.4 Conclusions et perspectives

Une partie de ce qui rend la REDD+ différente des approches conventionnelles de la conservation est la possibilité qu'elle s'accompagne de flux importants de revenus qui pourraient promouvoir un résultat gagnant-gagnant de protection des forêts et d'amélioration des moyens de subsistance. Ce chapitre traite de la question de savoir si les points de vue des utilisateurs locaux des forêts concernant les projets de REDD+ traduisent cette affirmation concernant la dimension gagnant-gagnant. Les observations mettent en relief le fait que, là où les villageois étaient au fait de la REDD+ et/ou du projet local de REDD+, ils comprenaient que le principal objectif en était la protection des forêts. Cependant, il n'associaient pas la protection des forêts à l'amélioration des revenus en termes d'objectifs de projets de REDD+, malgré le fait que tous les projets prévoient de soutenir des moyens de subsistance alternatifs et, dans certains cas, d'appliquer des PSE. Une participation accrue aux projets de REDD+ dépendra de l'amélioration des revenus, et les porteurs de projet doivent répondre aux préoccupations de toutes les parties prenantes locales concernant les moyens de subsistance et la qualité de vie.

Un autre défi pour l'effort global de la REDD+ est le fait que les villageois dépendent des porteurs de projet pour obtenir des informations sur la REDD+ et le projet local de REDD+ ; les porteurs de projet ont donc un rôle crucial à jouer pour améliorer les connaissances locales sur les interventions de REDD+. On s'attend à ce qu'ils s'efforcent de faire en sorte que les préoccupations des populations locales soient prises en compte et respectées dans les projets de REDD+, mais les conflits d'intérêt et les déséquilibres de pouvoir peuvent compliquer leur tâche au moment de fournir des informations impartiales. Il y a peut-être un besoin de courtiers en connaissances ou de conseillers juridiques indépendants pour la communauté, par exemple lorsque des accords juridiques sont signés, pour lui permettre de prendre des décisions en connaissance de cause.

En résumé, cette étude met en relief l'importance de l'incorporation des espoirs et des préoccupations des populations locales dans la conception et la mise en œuvre de la REDD+. Elle souligne par ailleurs la nécessité d'améliorer la communication entre les porteurs de projet et les parties prenantes locales. Les espoirs, inquiétudes et recommandations exprimés par les populations locales sur les sites faisant partie de l'échantillon semblaient traduire les expériences et les déceptions liées aux initiatives antérieures de conservation et de développement. Comme la REDD+ est très prometteuse pour ce qui est de renforcer la conservation des forêts, ainsi que les moyens de subsistance locaux, les populations locales ont potentiellement beaucoup à gagner, mais aussi beaucoup à perdre si ce nouveau régime de gestion forestière échoue. Étant donné les considérables enjeux de la REDD+, il est crucial que les voix locales soient entendues, non seulement par les porteurs de projet, mais aussi par les décideurs nationaux et internationaux.